



Existe-t-il des statistiques électorales crédibles et sérieuses sur les différentes consultations électorales en Algérie depuis l'indépendance du pays ? Si oui, où peut-on les trouver ? Pourraient-elles nous aider à décoder, décrypter des faits liés aux pratiques de l'acte électoral à l'algérienne, conforter ou infirmer une tendance d'évolution ou de comportement significative du corps électoral national à l'endroit de scrutins qui se suivent et se ressemblent.

Ce sont toutes ces questions que nous nous sommes posées dans notre quête de réponse à la lourde et lancinante problématique des statistiques électorales, un sujet pas ou peu traité par les écrits et analyses journalistiques, les déclarations des partis politiques et les travaux universitaires.

#### D'abord, la question des sources

Pour aborder une question aussi sérieuse et sensible que la question de la valeur des chiffres dans les consultations électorales en Algérie, la première question qu'il fallait traiter et trancher sur le vif est celle se rapportant aux sources statistiques. Sans données statistiques crédibles et significatives, les analyses et commentaires sur un sujet se prêtant à toutes les manipulations ne pouvaient en effet être que vaines et creuses élucubrations.

Les constats que nous avons été amenés à faire au terme de notre enquête sur le sujet de notre chronique d'aujourd'hui sont les suivants :

- Les statistiques électorales en Algérie sont principalement constituées des statistiques officielles : proclamations de résultats des élections publiés par le Journal officiel et déclarations du ministre de l'Intérieur chargé de l'organisation des scrutins électoraux. Ces statistiques se caractérisent par leur irrégularité, le

## LES STATISTIQUES ÉLECTORALES EN ALGÉRIE DEPUIS L'INDÉPENDANCE

# Quand les mathématiques s'invitent dans l'isoloir

caractère volontairement sommaire de leur contenu, trahissant de manière parfois très grossière l'empreinte du message politique qu'ont voulu lui imprégner ses concepteurs et diffuseurs.

- Le pluralisme politique électoral qu'a connu notre pays depuis 1990 et la volonté toute relative de transparence affichée par les pouvoirs publics sur la question des élections (semaines d'information, journées portes ouvertes sur les élections, déclarations de responsables aux médias) ont constitué autant d'occasions «d'ouverture» qui ont permis la diffusion de nombreuses et parfois assez riches informations ayant valeur de précieuse statistique électorale : c'est la deuxième plus importante source statistique susceptible d'enrichir les données de la première source que nous pouvons qualifier d'institutionnelle.

- Le niveau de détail des statistiques électorales officielles est à dessein confiné aux données générales au niveau national et par wilaya. A deux reprises seulement et pour des raisons politiques dont on peut aisément décrypter les objectifs, les détails des résultats et des données de toutes les communes d'Algérie ont été insérés au Journal officiel : il s'agit des résultats des référendums sur la concorde civile et de la réconciliation nationale de 1999 et 2002.

- Les données électorales ne constituent pas des séries homogènes pouvant se prêter à des comparaisons d'un scrutin à un autre. Les seules données constantes dont nous disposons depuis l'indépendance se limitent aux variables de synthèse constituées par les électeurs inscrits, les votants, l'abstention et les résultats globaux proprement dits en fonction du type de scrutin.

#### L'«essorage» des chiffres et leur signification

La production et la diffusion de données chiffrées liées à l'organisation et aux résultats des élections a toujours eu un caractère spontané, politiquement «collé» à l'événement électoral dont elles ont toujours constitué l'expression chiffrée. Une fois le scrutin considéré clos, sa mise en

perspective dans une analyse rétrospective sur une période aussi longue que celle qui constitue ici notre référence (1962-2012), prend une dimension, un relief et des significations fort intéressantes, du point de vue de l'analyse statistique historique. C'est en nous livrant à cet étalonnage en vérité un essorage statistique d'un genre particulier, que nous nous sommes rendu compte que les statistiques officielles les plus «soft» et les plus muettes publiées bureaucratiquement et mécaniquement au lendemain de chaque scrutin par la Cour suprême (avant 1990) et le Conseil constitutionnel (depuis), pouvaient soudain s'animer pour commenter d'elles-mêmes leur signification première, à savoir révéler tardivement ce qu'elles n'ont pu avouer à temps.

C'est ainsi que l'examen du tableau statistique récapitulant les résultats des élections nationales (référendums, présidentielles, législatives) permet de faire les constats génériques suivants :

- L'ensemble des données statistiques électorales officielles — à l'exception fort heureusement de celles du référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962 — laisse transparaître les stigmates et traces plus ou moins profondes laissées par les mauvais «traitements» dont elles ont fait l'objet de la part des pouvoirs politiques successifs sous le règne desquels ont été organisés ces scrutins. Ce traitement a connu en fait deux principales phases de prise en charge.

- Une première correspondant à l'âge d'or du parti unique caractérisé par le peu d'intérêt accordé par les pouvoirs politiques successifs à la statistique électorale qui était reléguée au rang de vitrine de propagande (taux de participation dépassant outrageusement celui du référendum d'autodétermination, abstention et nuls carrément gommés, etc.)

- La seconde phase (1989-2012) qui correspond à la période de pluralisme politique ouverte en 1990 par l'adoption de la nouvelle Constitution est caractérisée par une production un peu moins parcimonieuse de statistiques électorales et par l'intérêt de plus en plus soutenu accordé par les pouvoirs publics à leur

cohérence. Ce regain d'intérêt pour la production de statistiques électorales politiquement correctes ne s'est pourtant pas accompagné de l'option pour un relèvement du niveau de pudeur dans l'affichage public officiel des données. Continuer à afficher en 2005 des taux de participation de 100% mis sur le compte de bourgades perdues au milieu de l'océan de sable du grand Erg occidental relève d'une attitude pour le moins suicidaire, civiquement et politiquement.

#### Les traces de la fraude dans les statistiques électorales

Pour aussi paradoxal que cela peut apparaître, c'est dans les chiffres publiés dans le Journal officiel que nous retrouvons le plus de traces non dissimulées de la fraude électorale massive pratiquée à l'époque du FLN hégémonique et unique. Nous aurons l'occasion de fournir dans nos prochaines chroniques de plus amples précisions sur ce phénomène politico-statistique.

A partir de 1990, c'est en introduisant par effraction les mathématiques dans l'isoloir et les urnes, que nous réussirons précisément à isoler les statistiques électorales suspectes et à identifier leurs excroissances amoraux toujours inadmissibles. Il s'agit tout d'abord de celles des législatives de 1999 qui ont vu le FIS opter pour des techniques de fraude inconnues jusque-là au pays de Ben M'hidi pour produire des chiffres «soft» aujourd'hui encore crédibilisés par les principaux acteurs politiques de l'époque, comme «victoire électorale» !... La deuxième consultation électorale qui présente des zéros en trop est celle des législatives de 1997 à l'issue de laquelle le RND a tenté et réussi à produire des statistiques électorales, voulues plus copieuses politiquement que celles du FIS. A partir du référendum sur la concorde civile de 1999, nous assistons au retour en force des statistiques électorales destinées à faire accréditer auprès de l'opinion publique nationale internationale, le succès de politiques menées tambour battant par le prince du moment.

M. K.

## LA COALITION ISLAMISTE MENACE

# «Nous n'avons signé de chèque en blanc à personne»

La coalition de l'Algérie verte se joint à ceux qui, parmi la classe politique, doutent de plus en plus de la transparence et de la régularité des législatives du 10 mai prochain. Le triumvirat composé du MSP, d'Ennahdha et d'El Islah brandit, à son tour, la menace d'un retrait de la course

M. Kebci Alger (Le Soir) - «Nous n'avons signé de chèque en blanc à personne», affirmait hier, Fateh Rébaï, le secrétaire général du mouvement Ennahdha, lors d'une conférence de presse du trio consacrée au bilan de l'opération de confection des listes électorales.

Une déclaration qui en dit long sur les réserves de la coalition quant à la sincérité de la démarche des pouvoirs publics sur leur engagement à tenir un scrutin régulier, crédible à même de «balancer dans la sérénité et démocratiquement le pays dans le second cinquantenaire», appuiera, pour sa part, le leader du MSP.

Bouguerra Soltani arrondira, cependant, un peu les ongles, en précisant que toute «remise en cause du mot d'ordre de participation à ces législatives est du seul ressort des instances consultatives des trois mouvements». Rébaï, qui pilotera la liste commune à Médéa, ne se privera pas d'exprimer le fond de sa pensée, en déclarant que les enquêtes administratives lancées ces derniers jours par les divers services de sécurité auprès des candidats sentent «l'intimi-

dation et l'incitation au retrait» de par, expliquera-t-il, la nature des questions posées aux candidats. Et au premier responsable d'Ennahdha de citer en exemple : «Pourquoi tu n'es pas tête de liste ?», «Es-tu militant du parti ?» «Y a-t-il eu mécontentement dans le processus de confection de votre liste ?». Autant d'interrogations, pas du tout appropriées, selon Rébaï qui affirmera «dénier à quiconque de douter de l'intégrité des candidats de la coalition».

Ceci, avant que son collègue du mouvement El Islah n'enfoncé un peu plus le clou, en signifiant son incompréhension quant à l'entêtement du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à refuser la proposition du bulletin unique de la commission nationale de surveillance de ces législatives. Une proposition adoptée aux deux tiers de cette entité et qui est à même, selon lui, de constituer «un rempart, ou le rempart sûr, contre toute velléité de fraude». Il n'y a pas que le département d'Ould Kablia qui est stigmatisé fort à propos, puisque Soltani ne manquera pas d'égratigner des partis du pouvoir et autres gravitant autour ou qui n'escomptent glaner des voix que par la grâce de la grande marge d'erreurs qu'induit l'option du bulletin pour chaque liste. Le leader du MSP n'ira pas jusqu'à accuser ce beau monde d'avoir négocié un quelconque quota comme l'affirmait la veille le chef du Front du changement, se contentant de situer tout l'enjeu de ces législatives dans cette question du bulletin de vote à adopter.

Il n'y a pas que cela, puisque les trois leaders n'omettront pas de revenir encore une fois sur l'autre pierre d'achoppement de ladite commission de surveillance avec le ministère de l'Intérieur ; celle de l'inscription des éléments de l'ANP sur les listes électorales massivement et en dehors des délais. Si Rébaï reconnaîtra que la question a été réglée dans certaines wilayas avec l'intervention salutaire du corps judiciaire qui a procédé à l'annulation de ces inscriptions, il affirmera qu'elle est toujours de mise dans d'autres.

Ceci dit, et au-delà de ces appréhensions, le triumvirat sera présent dans l'ensemble des 52 circonscriptions électorales. Le processus de confection des listes communes, premier exercice pour le trio, s'est déroulé sans accroc majeur. Plus que cela, affirmera Soltani, toutes les opérations ont suivi le chemin des structures des trois partis avec, à chaque fois, le souci de présenter les meilleurs candidats répondant aux critères de probité, de notoriété, de niveau intellectuel préalablement arrêtés.

#### Les générations post-indépendance en force sur les listes

Et, particularité de ces listes ouvertes en dehors des bases militantes des trois mouvements avec le pilotage par trois listes de candidats non partisans mais ayant manifesté leur fidélité aux dix points fondateurs de la coalition et aux 24 objectifs que cette dernière s'assigne, sa

moyenne d'âge est de tout juste 42 ans. Aussi, y prédominent les générations post-indépendance avec 90% des candidats nés après 1962.

A ce titre, le plus âgé des têtes de liste n'a que 55 ans, celui pilotant la liste de Batna, le plus vieux de tous les candidats a 65 ans (Médéa). Quant au plus jeune tête de liste, celui de Tiaret, il a tout juste 31 ans et les trois plus jeunes ont tout juste 25 ans.

La présence féminine est, quant à elle, dans les limites du quota arrêté par la loi, avec 33% de femmes. Aucune d'elles n'a été retenue pour diriger une quelconque liste, quoique, comme tiendra à le préciser Soltani, elles sont assez nombreuses à occuper les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> positions.

En outre, les universitaires s'octroient la part du lion avec près de 73% tout comme les candidats exerçant dans le secteur public, présents à hauteur de 65%.

Sur un autre plan, la coalition qui ambitionne de gouverner durant le quinquennat 2012-2017, planche sur un programme électoral pour les besoins duquel des spécialistes de divers horizons ont été sollicités. Même les organisations patronales, les entités professionnelles et les syndicats ont été associés car, comme le dira Soltani, «il s'agira d'un programme pour l'Algérie et nous n'avons exclu personne et les portes de la coalition demeurent grandes ouvertes pour ceux qui désirent la rejoindre».

M. K.